

## **HIGHLIGHTS OF PRESS CONFERENCE BY THE SPECIAL REPRESENTATIVE OF THE UNITED NATIONS SECRETARY-GENERAL FOR WEST AFRICA, ON THE SITUATION IN MALI**

**GENEVE** – 30 mars 2012 - Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest, M. Saïd Djinnit, a évoqué ce matin la situation au Mali, au cours d'une conférence de presse donnée au Palais des Nations à Genève et animée par la Directrice du Service de l'information, Mme Corinne Momal-Vanian.

M. Djinnit a rappelé que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) - qu'il dirige et qui est basé à Dakar – est le premier bureau des Nations Unies à base régionale qui travaille sur la problématique de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits en accompagnant les efforts des institutions de la sous-région, notamment la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union africaine et de la société civile.

Aujourd'hui, l'Afrique de l'Ouest est encore malheureusement dans l'actualité par la situation qui prévaut au Mali, a déclaré M. Djinnit. Mais le Mali n'est pas le seul défi auquel est confrontée la sous-région, a-t-il souligné. En effet, la CEDEAO est confrontée à de nombreux défis. Elle est «attaquée à ses frontières nord, sur la bande sahélienne, par la situation qui prévaut dans le Sahel en général et qui est exacerbée par l'impact de la crise libyenne, avec l'arrivée de combattants venus de Libye et surtout l'arrivée d'armes de plus gros calibre que ceux qui avaient l'habitude de circuler dans la sous-région»; le tout dans un contexte de précarité sur le plan de la sécurité alimentaire et de la sécheresse. Au Mali, on peut considérer que même si les problèmes fondamentaux sont antérieurs à la crise libyenne, l'impact de cette dernière a été ressenti par l'arrivée de combattants de Libye d'origine touareg et d'armes qui se sont manifestés à travers la rébellion qui a débuté à la mi-janvier et qui sévit encore au nord du Mali, créant ainsi un contexte qui a malheureusement provoqué un coup d'État le 22 mars dernier, a expliqué M. Djinnit.

Sur la frontière maritime, l'Afrique de l'Ouest mais aussi l'Afrique centrale font face à une menace de la piraterie, qui monte en puissance, et nous sommes en train de mobiliser des efforts pour aider la sous-région à faire face à ce défi, a poursuivi M. Djinnit. Il y a en outre toute une série de problèmes transfrontaliers, notamment le crime organisé ou encore le trafic de drogues en provenance d'Amérique latine qui transite par l'Afrique de l'Ouest à destination de l'Europe. Il y a aussi le trafic des armes, la traite des êtres humains et la problématique de l'instabilité chronique due à la pauvreté, à la sécheresse et à la crise alimentaire. Dans ce contexte, il est nécessaire de faire des femmes des agents actifs pour la paix dans la sous-région, a souligné M. Djinnit. Tous ces défis transfrontaliers frappent l'Afrique de l'Ouest qui

a donc besoin d'accompagnement et de soutien de la communauté internationale.

Interrogé sur la réunion de la CEDEAO tenue à Abidjan cette semaine au sujet du Mali et sur l'annulation, hier, de la mission des chefs d'Etat de la CEDEAO dans ce pays, M. Djinnit a déclaré que le coup d'État du 22 mars est intervenu dans un contexte de très grande fragilité au Mali, du fait d'une crise alimentaire qui frappe ce pays à l'instar des autres de la sous-région du Sahel et aussi du fait d'une rébellion déclenchée au nord du pays depuis la mi-janvier. Ce qui rend ce coup d'Etat plus inacceptable, c'est le fait qu'il soit intervenu au moment, précisément, où la communauté internationale s'organisait pour soutenir le Mali sur le double plan de la crise alimentaire et de la crise du nord. Deux jours avant le coup d'État, en effet, une réunion ministérielle du Conseil pour la Paix et Sécurité de l'Union Africaine qui s'était tenue à Bamako sur la problématique de la rébellion du nord, avec la participation de la CEDEAO et des Nations Unies, était arrivée à une position unanime sur la définition d'une architecture de médiation, incluant les pays voisins du Mali et la CEDEAO avec le soutien des Nations Unies et de la communauté internationale, pour venir en aide au Mali dans ses efforts de médiation sur la problématique du nord. Or, comme chacun sait, l'argument de la junte qui a pris le pouvoir à Bamako se fonde sur le reproche fait au Gouvernement quant à son attitude face au conflit du nord, alors même que le Président Toumani Touré se préparait à quitter le pouvoir après avoir accepté, de façon démocratique, de ne pas se représenter aux élections puisque constitutionnellement, il n'en avait pas la possibilité. Ainsi, les militaires ont décidé de prendre le pouvoir, dans des conditions «inacceptables pour la communauté internationale». C'est dans ce contexte que le Sommet de la CEDEAO s'est tenu il y a deux jours à Abidjan; la position des dirigeants de la CEDEAO, soutenue par l'Union africaine et les Nations Unies, a été «une position d'extrême fermeté vis-à-vis de ce coup d'État», pour des raisons de principe – puisque tout coup d'État est inacceptable et à rejeter par principe – mais aussi parce que celui-ci intervient contre un Président démocratiquement élu qui se préparait à quitter le pouvoir dans le cadre des dispositions constitutionnelles et au moment où la communauté internationale était prête à apporter son soutien décisif pour une solution négociée et pacifique au nord.

En réponse à une autre question, M. Djinnit a déclaré que, de ce qu'il sait du Sommet tenu il y a deux jours par la CEDEAO, une position d'extrême fermeté y a été adoptée; y ont en outre été évoquées un certain nombre de mesures contre le Mali si la junte persistait dans sa position de prise de pouvoir par la force. C'est ainsi que les chefs d'État de la CEDEAO ont décidé d'envoyer d'abord un groupe de chefs d'états-majors, qui s'est rendu à Bamako, pour porter à la junte le message qu'elle devait quitter le pouvoir immédiatement et restaurer les instances démocratiques, faute de quoi des sanctions seraient imposées contre le Mali. Ils devaient se rendre hier, jeudi, à Bamako, pour recevoir la réaction de la junte et

réitérer la position très ferme de la sous-région exigeant que la junte remette le pouvoir aux autorités constitutionnelles du pays. Malheureusement, il y a eu un certain nombre d'incidents à l'aéroport qui les ont empêchés d'atterrir à Bamako. Il est compréhensible que cela soit interprété par les chefs d'État comme une fin de non-recevoir et que, par conséquent, ils en soient amenés à décider d'un certain nombre de mesures qui étaient déjà envisagées. Les Nations Unies soutiennent les efforts de la sous-région, c'est-à-dire de la CEDEAO soutenue par l'Union africaine. Les Nations Unies ont fermement condamné ce coup d'État, tant au niveau du Secrétaire général, dès le 22 mars, qu'au niveau du Conseil de sécurité, qui s'est réuni le 22 et le 26 mars, a rappelé M. Djinnit.

Répondant à la question d'un journaliste qui s'enquérissait du sort du Président Toumani Touré, M. Djinnit a indiqué qu'il n'avait pas été personnellement en contact avec le Président depuis le coup d'État. M. Djinnit a ajouté que le 22 mars, il se trouvait à Bamako pour la réunion du Conseil Paix et Sécurité de l'Union africaine et qu'il avait rencontré le Président malien à 10 heures ce jour-là ; le Président était alors extrêmement confiant quant à situation au Mali et était très encouragé par les décisions prises par la réunion ministérielle du Conseil pour la Paix et Sécurité qui venait de se tenir dans la capitale malienne et s'était conclue par la décision de mettre en place une architecture de médiation en soutien des efforts visant à faire face à la rébellion du nord. M. Djinnit a affirmé que, selon lui, le Président Toumani Touré était loin de s'attendre à ce qu'un coup d'État se produise dans ce contexte, d'autant plus qu'il avait clairement indiqué qu'il ne représenterait pas aux élections. M. Djinnit a ajouté que lors du Sommet tenu à Abidjan il y a deux jours, le Président de la Côte d'Ivoire a informé le Sommet qu'il avait parlé au Président malien la veille au matin et que ce dernier était alors vivant et en bonne santé. Bien entendu, lors de ce Sommet, il a été demandé que la sécurité et le bien-être de M. Toumani Touré soient respectés par la junte. Tout indique que jusqu'ici, le Président malien va bien et il n'y a aucune raison, jusqu'ici, d'avoir des doutes à ce sujet; il a même donné une interview à RFI et a parlé à la télévision, a insisté M. Djinnit.

M. Djinnit a exprimé l'espoir que la junte réponde positivement à l'appel de la CEDEAO; mais ce qui s'est passé hier et qui constitue clairement un développement plutôt négatif rendra incontestablement les choses plus difficiles, malheureusement, car les pays de la CEDEAO vont imposer un certain nombre de sanctions contre la junte. M. Djinnit a exprimé l'espoir que les sanctions n'affecteront pas la population et qu'elles amèneront la junte à modifier sa position. «La junte doit comprendre qu'elle n'a d'autre option que de quitter le pouvoir et restaurer les institutions démocratiques», a-t-il déclaré. La population du Mali ne mérite pas un coup d'État, alors que ce pays est cité depuis vingt ans comme un exemple de démocratie en Afrique de l'Ouest.

Revenant sur les sanctions de la CEDEAO, M. Djinnit a précisé qu'aucune n'a encore été mise en œuvre à ce stade et a rappelé qu'elles visent essentiellement la junte: il s'agira dans un premier temps de mettre en place des sanctions qui frappent directement les membres de la junte en termes de gel des avoirs et de restrictions de voyages et de déplacements. Il est vrai que si cela devait durer, cela pourrait incontestablement avoir des conséquences sur le pays, notamment si, comme la CEDEAO l'a envisagé, les transferts financiers de la Banque centrale d'Afrique de l'Ouest vers le gouvernement illégitime du Mali devaient cesser. Mais il faut espérer que les pressions combinées de la société civile, de la population malienne elle-même – qui ne souhaite pas que la situation de coup d'État perdure et qui appelle au retour immédiat de l'ordre constitutionnel – et de la communauté internationale finiront par porter des fruits et aboutir à ce que la junte quitte le pouvoir, afin de permettre au Mali de poursuivre son expérience démocratique.

Interrogé sur le soutien dont disposerait la junte au Mali, M. Djinnit a indiqué qu'elle exerce incontestablement un certain contrôle sur Bamako; mais nous n'avons aucune idée du soutien dont elle bénéficie de la part d'autres groupes de l'armée au Mali, a-t-il ajouté. En revanche, a poursuivi M. Djinnit, il est clair, au vu de nombreuses réactions et déclarations rendues publiques, que dans leur écrasante majorité, la classe politique et la société civile rejettent catégoriquement ce coup d'État et demandent la restauration immédiate de l'ordre constitutionnel.

*Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel*